



# Assemblée générale

Distr. générale  
4 février 2021  
Français  
Original : anglais

**Soixante-quinzième session**  
Point 116 de l'ordre du jour  
**Rapport du Secrétaire général sur le Fonds  
pour la consolidation de la paix**

## Fonds pour la consolidation de la paix

### Rapport du Secrétaire général

#### *Résumé*

En 2020, malgré les problèmes liés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Fonds pour la consolidation de la paix a approuvé des investissements d'un montant de 173 728 998 dollars dans 41 contextes, soit un peu moins que le montant record de 191 304 222 dollars approuvé en 2019. Une aide à la programmation transfrontalière ou régionale, qui s'élève à 28,7 millions de dollars, soit près de quatre fois plus qu'en 2019, a également été approuvée. En revanche, l'objectif fixé pour l'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'égalité des genres, soit 40 millions de dollars, n'a pas été atteint puisque seuls 36,6 millions de dollars ont été accordés, la solidité financière du Fonds suscitant des préoccupations. Seules 11 % des demandes qui ont été présentées ont été approuvées, ce qui indique que la demande concernant le financement de la consolidation de la paix continue d'être supérieure aux ressources du Fonds, malgré la généreuse contribution de 180 255 867 dollars versée par 24 États Membres en 2020. Une conférence de reconstitution des ressources a donc été organisée à un niveau élevé sous forme virtuelle en janvier 2021 pour assurer un financement adéquat et prévisible au profit de tous les pays qui avaient besoin d'une aide pour consolider la paix, en particulier en cette période tumultueuse.



## I. Introduction

1. Le présent rapport annuel, qui porte sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2020, est le onzième rapport présenté à l'Assemblée générale en application de sa résolution 63/282. Il couvre la première année de la stratégie du Fonds pour 2020-2024 et il sera complété par un rapport financier audité que publiera le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires le 1<sup>er</sup> mai 2021 au plus tard<sup>1</sup>.

## II. Résultats obtenus et enseignements tirés

2. La nouvelle stratégie quinquennale du Fonds a été lancée en janvier 2020 en vue d'étayer les réformes engagées par le système des Nations Unies et de forger des réponses plus cohérentes entre les différents piliers de l'action que mène le système pour faire face aux situations de crise. Axée sur la mobilisation de ressources accrues pour la consolidation de la paix, la stratégie ouvre une voie ambitieuse concernant l'accélération de la mise en œuvre des objectifs de développement durable, ceux-ci étant vus comme l'outil de prévention le plus efficace. Elle vise à réunir en cinq ans un montant de 1,5 milliard de dollars, qui servira à la consolidation de la paix. Les priorités retenues dans la stratégie ont fait l'objet de vastes consultations et ont été convenues avec les partenaires, notamment les 12 principaux donateurs du Fonds, les membres de la Commission de consolidation de la paix, les coordonnatrices et coordonnateurs résidents, les entités des Nations Unies et les organisations de la société civile.

3. Au début de 2020, du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), de nombreux pays bénéficiaires du Fonds ont dû faire face à une aggravation des difficultés économiques, des inégalités et des tensions, à des problèmes liés aux restrictions sanitaires et à un effritement de la confiance placée dans les institutions publiques. Le Fonds a réagi rapidement dans les zones dans lesquelles opèrent les missions, mais aussi dans d'autres endroits, en réorientant 60 millions de dollars et en octroyant 20 millions de dollars à de nouvelles initiatives. L'attention s'est portée sur la réduction de la population carcérale en Haïti, le renforcement de la protection des femmes travaillant dans le secteur de la santé, des femmes dirigeantes et des défenseurs et défenseuses des droits humains en Colombie, et le renforcement de l'aptitude de la police malgache à mener des activités de proximité. Bénéficiant du soutien du Fonds et pierre angulaire du partenariat entre l'ONU et la Banque mondiale, le Mécanisme d'appui à l'action humanitaire, au développement, à la consolidation de la paix et aux partenariats a mis en place un mécanisme d'approbation accélérée qui permet d'allouer rapidement des ressources au Tchad, à la Sierra Leone et au Togo, entre autres, pour la planification du relèvement après la pandémie dans des contextes marqués par un conflit ou des risques de conflit.

4. Malgré les difficultés tenant à la COVID, le Fonds a tenu ses engagements : il a approuvé l'octroi de 173 728 998 dollars en 2020 et reçu de la part du Honduras et de la Mauritanie des demandes initiales d'admission au bénéfice de l'aide qu'il octroie et des demandes de renouvellement concernant la République démocratique du Congo, le Guatemala, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Somalie (voir tableau 1). Les cadres stratégiques du Fonds propres à tel ou tel pays guident les cycles d'admission quinquennaux, facilitent la cohérence et fixent des objectifs de sorte que les résultats obtenus servent véritablement les populations touchées par un conflit.

---

<sup>1</sup> On trouvera des informations détaillées à l'adresse suivante : [www.un.org/peacebuilding](http://www.un.org/peacebuilding) ; des informations complètes sur les différents projets étant quant à elles consultables à l'adresse <http://mptf.undp.org>.

5. L'un des éléments centraux de la stratégie du Fonds est de faciliter les initiatives transfrontalières et régionales de consolidation de la paix. En 2020, le Fonds a approuvé l'octroi de 28 776 784 dollars à des initiatives de ce type dans 23 pays. Par exemple, à la suite de la visite faite par le Secrétaire général dans le Pacifique en 2019, le Fonds a consacré 3,2 millions de dollars à l'étude du lien entre les changements climatiques et les conflits et à la recherche de solutions novatrices dans les petits États insulaires de faible altitude que sont Kiribati, les Îles Marshall et les Tuvalu. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les projets transfrontaliers ont atténué les tensions liées à la transhumance en ce qu'ils ont facilité le dialogue et aidé à établir des protocoles de gestion plus transparente et plus claire des ressources naturelles rares. Dans la région du lac Tchad, le reboisement et les initiatives visant à améliorer les moyens de subsistance ont permis de réduire de 48 % le nombre de conflits dans les zones ciblées, tandis que la démarcation de plus de 232 kilomètres le long des frontières entre le Tchad et la République centrafricaine et le Niger a mis fin à une source de conflit tenant à la destruction des champs par le bétail. La dernière main a été mise au premier projet transfrontalier financé par le Fonds, entre le Kirghizistan et le Tadjikistan. Au cours des trois premières années de son exécution, ce projet, qui visait à apaiser les tensions interethniques dans la vallée de Fergana, a contribué à réduire de moitié le nombre de conflits intercommunautaires : il a porté sur le renforcement des capacités locales de gestion des conflits, sur l'amélioration des moyens de subsistance et sur les petites entreprises au profit des femmes et des jeunes ainsi que sur les infrastructures. Toutefois, les échauffourées qui se sont produites en 2019 et 2020 le long de la frontière qui n'avait pas encore été démarquée ont mis en évidence la fragilité des initiatives de consolidation de la paix menées au niveau local, alors même que celles-ci étaient prometteuses, face aux leviers de stress jouant au niveau national. Cette dynamique fera l'objet d'un examen thématique de la consolidation de la paix au niveau local, qui sera mené en 2021, en partenariat avec PeaceNexus Foundation et le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU).

6. Dans le cadre de missions en transition, le Fonds a approuvé l'octroi d'un montant de 31 710 995 dollars destiné à faciliter le transfert des responsabilités exercées par six missions de maintien de la paix des Nations Unies et par des missions politiques spéciales aux institutions nationales et aux équipes de pays des Nations Unies. Au Soudan, par exemple, les projets qui ont été approuvés en 2019 et 2020 facilitent le passage de relais entre l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et les institutions nationales, tout en renforçant le travail mené conjointement par l'équipe de pays et la nouvelle Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan à l'appui de la Commission nationale de paix.

7. Le Fonds a continué de renforcer les synergies avec la Commission de consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Président du Groupe consultatif du Fonds tenant la Commission au courant des travaux qui étaient menés. De leur côté, les pays bénéficiaires ont tenu la Commission informée de leurs priorités, progrès et difficultés touchant la consolidation de la paix. La Commission a ainsi pu suivre de près les impulsions données par le Fonds au fil des besoins pour atténuer les effets de la pandémie sur l'action menée en faveur de la pérennisation de la paix.

8. Le Fonds a confirmé qu'il était aux avant-postes d'une action de consolidation de la paix prenant en compte les besoins des femmes puisqu'il a consacré 40 % de ses investissements à l'égalité des genres et à la promotion des droits des femmes. Il a apporté une aide multiforme pour faire face à la forte augmentation des inégalités entre les sexes liée à la pandémie et dépassé l'objectif annuel ambitieux de 30 % concernant les sept engagements du Plan d'action pour la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la consolidation de la paix. Pour ce faire, il a tiré parti de la programmation ordinaire, mais aussi de son initiative annuelle,

L'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'égalité des genres, dans le cadre de laquelle il a prévu des activités liées à l'Appel à l'action en faveur des droits humains lancé par le Secrétaire général en 2020. Au total, le Fonds a approuvé l'octroi de 36,6 millions de dollars dans le cadre de l'Initiative : 19,2 millions de dollars ont été consacrés à la promotion des droits humains, dont 9,2 millions de dollars qui ont ciblé les défenseurs et défenseuses des droits des lesbiennes, des gays, des bisexuels, des transgenres et des intersexes et les acteurs de la paix. Pour favoriser des partenariats plus égaux entre le système des Nations Unies et les organisations de la société civile, le Fonds a également approuvé l'octroi de 12 millions de dollars à des initiatives menées conjointement par des entités des Nations Unies et la société civile.

9. Le Fonds a obtenu le taux d'évaluation le plus élevé de son histoire et a presque doublé le nombre d'évaluations de projets par les organismes bénéficiaires, passant de 19 évaluations en 2019 à 36 en 2020, malgré les restrictions concernant les voyages liées à la pandémie. Privilégiant une approche consistant à « ne pas nuire », il a publié des orientations sur les évaluations à distance et commencé à mettre à l'essai des approches novatrices. Avant même la pandémie, il avait apporté son concours à distance à une étude d'évaluabilité menée au Libéria au début de 2020. Les enseignements qui ont été tirés de cet essai ont ensuite servi à orienter à distance une étude d'évaluabilité de grande qualité et à affiner les conseils visant à améliorer le suivi à Madagascar. Au Niger, des modules d'apprentissage à un rythme individualisé ont été mis au point pour renforcer le respect du principe de responsabilité et aider les bénéficiaires à améliorer la conception des programmes de consolidation de la paix, facilitant ainsi de manière novatrice le recensement d'enseignements. Le Fonds a organisé cinq webinaires pour aider ses partenaires à mieux concevoir, suivre et évaluer les initiatives de consolidation de la paix. Pour mieux tirer les enseignements de son portefeuille de projets, il a fait réaliser sa première étude de synthèse indépendante, qui a porté sur 54 évaluations menées entre 2017 et 2019. L'étude a montré qu'il fallait que les organismes, fonds et programmes continuent de renforcer les capacités de consolidation de la paix et que le Fonds, qui était un instrument de financement sans pareil, avait joué un rôle de premier plan et aidé l'Organisation des Nations Unies à obtenir des résultats concluants dans des contextes particulièrement difficiles. On trouvera dans le tableau 2 des données sur les résultats obtenus par le Fonds en 2020 dans ses différents domaines thématiques.

10. Alors que le monde est emporté dans la tourmente déclenchée par la COVID-19, la demande des pays qui sont aux prises avec les conséquences économiques et sociales et l'insécurité découlant de la pandémie dans un contexte de paix déjà fragile s'est considérablement accrue. Cette année, l'Initiative pour la promotion des jeunes et de l'égalité des genres a ainsi donné lieu à 312 propositions émanant de 22 pays, qui se chiffraient au total à 331 millions de dollars, alors que seuls 36,6 millions de dollars étaient disponibles. Les recettes du Fonds ont augmenté et sont passées de 134,8 millions de dollars à 180,3 millions de dollars en 2020, mais les demandes adressées au Fonds n'ont cessé de se multiplier, alors que la prévisibilité est limitée pour 2021 et au-delà. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a donc été contraint de revoir à la baisse le montant des fonds alloués en 2020, ce qui a entraîné une diminution des ressources réservées à des contextes de transition importants, en particulier en Guinée-Bissau, en Haïti et au Soudan.

11. En décembre 2020, les États Membres ont réaffirmé leur engagement en faveur de la consolidation et du maintien de la paix en adoptant des résolutions jumelles, l'une émanant de l'Assemblée générale (résolution 75/201) et l'autre du Conseil de sécurité [résolution 2558 (2020)], sur l'examen consacré en 2020 au dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée et le Conseil ont notamment salué le travail majeur fait par le Fonds, en particulier pour ce qui était de rendre plus cohérente l'action menée par le système des Nations Unies

dans les pays. Il est à espérer que les États Membres iront au-delà des mots et prendront des engagements concrets pour que le Fonds soit suffisamment capitalisé et puisse faire face à l'augmentation de la demande, notamment celle tenant aux tensions liées à la pandémie.

12. Pour doter le Fonds des ressources dont il a besoin pour sa stratégie 2020-2024 et garantir son avenir, une conférence virtuelle de haut niveau s'est tenue le 26 janvier 2021 afin d'obtenir un financement plus adéquat et plus prévisible au profit de tous les pays qui ne peuvent seuls agir en faveur de la consolidation de la paix.

Tableau 1

**Décisions relatives au Fonds pour la consolidation de la paix prises en 2020**

(En dollars des États-Unis)

|                                  | Montants approuvés en 2020                         |   | Total      |
|----------------------------------|--|---|------------|
|                                  | Mécanisme de financement des interventions rapides | Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix |            |
| Bénin <sup>a</sup>               | 1 400 000  | –   | 1 400 000  |
| Bolivie                          | 3 000 000  | –   | 3 000 000  |
| Burkina Faso                     | 4 139 200  | 7 000 000   | 11 139 200 |
| Cameroun                         | 3 023 024  | 621 926   | 3 644 950  |
| Colombie                         | 2 600 000  | 2 000 000   | 4 600 000  |
| Côte d'Ivoire                    | 2 752 602  | 3 856 024   | 6 608 626  |
| El Salvador                      | 3 934 530  | 4 000 000   | 7 934 530  |
| Gabon <sup>a</sup>               | 1 562 809  | –   | 1 562 809  |
| Gambie                           | –  | 4 810 488   | 4 810 488  |
| Guatemala <sup>a</sup>           | 1 329 995  | –   | 1 329 995  |
| Guinée                           | 1 427 915  | 3 562 511   | 4 990 426  |
| Guinée-Bissau                    | 2 341 000  | –   | 2 341 000  |
| Haïti                            | 3 500 000  | 6 539 751   | 10 039 751 |
| Honduras                         | 3 931 521  | 2 999 999   | 6 931 521  |
| Îles Marshall <sup>a</sup>       | 1 155 477  | –   | 1 155 477  |
| Îles Salomon                     | 1 500 000  | –   | 1 500 000  |
| Kiribati <sup>a</sup>            | 1 044 196  | –   | 1 044 196  |
| Lesotho                          | 1 500 033  | –   | 1 500 033  |
| Libéria                          | 1 784 615  | –   | 1 784 615  |
| Madagascar                       | 3 050 000  | 2 040 172   | 5 090 172  |
| Mali                             | 3 767 900  | 5 325 000   | 9 092 900  |
| Mauritanie                       | 2 549 329  | 3 800 000   | 6 349 329  |
| Myanmar                          | 2 499 999  | –   | 2 499 999  |
| Niger                            | 3 317 900  | –   | 3 317 900  |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée        | –  | 5 000 000   | 5 000 000  |
| Philippines                      | 3 000 000  | –   | 3 000 000  |
| République centrafricaine        | 1 500 000  | 8 480 872   | 9 980 872  |
| République démocratique du Congo | 3 548 811  | 10 391 977  | 13 940 788 |
| République dominicaine           | 1 000 000  | –   | 1 000 000  |

|                                | Montants approuvés en 2020                         |   | Total              |
|--------------------------------|--|---|--------------------|
|                                | Mécanisme de financement des interventions rapides | Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix |                    |
| Rwanda                         | 1 350 180  | –   | 1 350 180          |
| Sierra Leone                   | 1 360 000  | 3 000 000   | 4 360 000          |
| Somalie                        | –  | 662 330   | 662 330            |
| Soudan                         | 899 288  | 6 800 000   | 7 699 288          |
| Soudan du Sud                  | –  | 4 500 000   | 4 500 000          |
| Sri Lanka                      | 2 999 999  | –   | 2 999 999          |
| Tchad                          | 2 414 167  | 3 000 000   | 5 414 167          |
| Togo                           | 3 000 000  | –   | 3 000 000          |
| Tuvalu <sup>a</sup>            | 1 000 326  | –   | 1 000 326          |
| Ukraine                        | 2 000 000  | –   | 2 000 000          |
| Monde                          | 3 796 000  | –   | 3 796 000          |
| Organisation des Nations Unies | 357 131  | –   | 357 131            |
| <b>Total</b>                   | <b>85 337 947</b>                                  | <b>88 391 051</b>   | <b>173 728 998</b> |

Source : Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, janvier 2021.

Note : il est rendu compte dans le tableau des décisions de financement qui ont été prises en 2019 et non des fonds qui ont été effectivement transférés.

<sup>a</sup> En qualité de partenaire d'un projet transfrontière ou régional.

### III. Pays dans lesquels le Fonds pour la consolidation de la paix est actif

#### A. Afrique centrale et Afrique australe

13. Les changements climatiques ont orienté les priorités du Fonds en Afrique centrale et en Afrique australe, la concurrence pour l'eau et les terres arables s'étant intensifiée et les tensions entre éleveurs et agriculteurs de la région s'étant exacerbées. Dans la région du lac Tchad, où le soutien du Fonds à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et au Programme alimentaire mondial (PAM) a permis d'établir des plateformes de dialogue pour la gestion collective des ressources naturelles et de faciliter le reboisement et l'amélioration de l'accès à des moyens de subsistance durables, les conflits dans 10 zones cibles ont été réduits de 48 %. Afin de restaurer la confiance entre les jeunes, les autorités et les notables locaux, le Fonds a épaulé le lancement par 4 433 jeunes d'une « charte de la confiance », fruit d'un dialogue entre les générations. Une action analogue menée dans l'est du Tchad, qui a pris la forme de comités soutenus par le Fonds, a permis aux éleveurs, aux agriculteurs, aux personnes déplacées et aux populations d'accueil de prévenir 127 conflits violents en améliorant la gestion conjointe des ressources.

14. L'approche globale retenue dans un projet exécuté par la FAO et le PAM pour régler les différends touchant la gestion des ressources naturelles le long de la frontière entre le Tchad et le Niger a aidé à réduire de plus de moitié les conflits liés à la transhumance. Ancrée dans un pacte social soutenu par le Fonds et encadrant la gestion par les populations locales et les éleveurs de la région des points d'eau

auxquels s'abreuvent les troupeaux, l'approche du Fonds a permis de créer des débouchés économiques pour plus de 3 600 ménages vulnérables, de récupérer 134 hectares de terres qui sont désormais utilisées pour les cultures et le pâturage et de favoriser le dialogue entre plus de 2 000 résidents. Plus de 100 kilomètres de couloirs de transhumance ont été marqués clairement, ce qui a permis de réduire les dégâts provoqués par le bétail dans les champs et éliminé un levier de conflit.

15. Le Fonds a soutenu une action analogue le long de la frontière entre la République centrafricaine et le Tchad : la gestion communautaire des ressources agropastorales et de la transhumance est rendue possible par sept pactes sociaux conclus au niveau local et faisant intervenir 132 agriculteurs et éleveurs. Compte tenu des bons résultats obtenus le long de la frontière entre le Tchad et le Niger, on s'attend à ce que la démarcation de 150 kilomètres le long de trois axes de transhumance aide à réduire les conflits dans la région.

16. À l'appui de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine conclu par le Gouvernement et 14 groupes armés, des unités de sécurité mixtes, composées de plus de 200 ex-combattants et de membres des forces de défense et des forces de sécurité intérieure, ont été déployées dans la zone de défense nord-ouest de Paoua. Leur déploiement a été rendu possible par une formation conjointe, financée par le Fonds, à laquelle ont participé 620 personnes : des membres des forces de défense et des forces de sécurité intérieure et d'anciens membres de groupes armés, dont 29 femmes. En complément de l'action menée pour renforcer la sécurité, le soutien du Fonds a facilité l'adoption de lois portant établissement d'une aide juridictionnelle et création de la Commission vérité, justice, réparation et réconciliation. Compte tenu de l'adoption d'une politique quadriennale dans le secteur de la justice, il est prévu que ces mesures facilitent l'accès à la justice et la justice transitionnelle. Dans le cadre de la préparation des élections qui se sont tenues en décembre 2020, 550 bénévoles locaux ont mené une campagne nationale pour mieux faire comprendre à quel point il importe que les femmes participent à la vie politique et ont ainsi touché plus de deux millions de personnes. Grâce à cette campagne, 3 185 femmes ont reçu un acte de naissance qui leur a permis de s'inscrire sur les listes électorales, et 390 femmes qui s'étaient présentées aux élections ont bénéficié d'une formation sur les cadres normatifs électoraux, les stratégies de campagne, le financement et la prise de parole en public.

17. L'appui apporté à l'organisation d'élections pacifiques au Burundi, en particulier trois initiatives dirigées par la société civile, a facilité la participation des jeunes femmes et des jeunes hommes et renforcé la confiance et la collaboration entre les ailes jeunesse des partis politiques en lice. Un projet mis en œuvre par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a consisté à soutenir la candidature de 52 167 femmes aux élections des conseils et chefs de collines, contre 20 195 femmes au cours des élections précédentes, et a permis à un plus grand nombre de femmes d'être élues à l'Assemblée nationale. En complément de ces efforts, un projet de 2,5 millions de dollars exécuté par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a aidé les jeunes à établir des réseaux qui favorisent la cohésion sociale et à régler 120 conflits locaux.

18. En République démocratique du Congo, le Fonds a financé un projet conjoint de l'ONU et de la société civile d'une valeur de 3,5 millions de dollars qui a fait progresser la justice transitionnelle dans les provinces du Kasai et du Kasai-Central et contribué à la lutte contre l'impunité, à la mise en place de commissions Vérité et réconciliation au niveau provincial et à la création de comités de paix locaux visant à faciliter le dialogue intercommunautaire. Au Tanganyika, par exemple, les ressources



du Fonds ont facilité l'instauration d'un dialogue et d'un climat de confiance entre les communautés bantoues et twa et permis aux femmes de jouer un rôle plus important dans leurs communautés. Dans l'est du pays, le Fonds a continué de soutenir les efforts de stabilisation en fournissant des ressources par l'intermédiaire du Fonds de cohérence pour la stabilisation, qui ont servi à financer des initiatives de cohésion sociale et de sécurité communautaire. Au Sud-Kivu, les jeunes et les femmes ont commencé à participer aux mécanismes de décision au niveau local et ont aidé à faciliter les appels conjoints lancés par les dirigeants locaux et les membres des communautés pour que les groupes armés respectent leurs engagements en matière de démobilisation.

19. Au Cameroun, le Fonds a contribué à la réduction de la violence dans le cadre de quatre projets portant sur divers risques. Des activités d'un montant de 1,05 million de dollars menées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNESCO et ONU-Femmes ont aidé à renforcer les capacités de prévention de la violence électorale, qu'il s'agisse de la réduction des discours de haine ou de la formation des forces de sécurité à la protection des civils, et ont facilité le dialogue et la participation des femmes et des jeunes. D'autres activités portent sur les causes profondes des tensions et visent à abattre les barrières sociales entre les groupes. Dans la partie septentrionale du Cameroun, un projet de 3 millions de dollars, dont l'exécution est confiée au FNUAP, à la FAO et à l'OIM, aide les populations touchées par le conflit à faire pression sur les acteurs étatiques pour qu'ils améliorent la gouvernance, la sécurité et l'accès aux débouchés économiques. Dans la région du Nord-Ouest, les activités de médiation menées par les jeunes, les femmes et les chefs traditionnels locaux ont permis de réduire la violence intercommunautaire.

20. Au Nigéria, le soutien du Fonds est axé sur le renforcement des capacités institutionnelles afin de promouvoir des relations pacifiques entre les éleveurs et les agriculteurs dans le cadre d'une approche privilégiant les droits des femmes. Avec le concours du Fonds, le Bureau de l'État de Taraba pour la paix et la gestion des conflits a obtenu un budget auprès du Ministère des affaires féminines de l'État pour mettre en œuvre les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, ce qui constitue une première dans la région. Dans l'État de Benue, les dialogues communautaires et interconfessionnels axés sur la sensibilisation aux droits humains ont contribué à augmenter les taux de signalement des violences sexuelles et fondées sur le genre et à améliorer la réponse de la police.

21. Au Rwanda, grâce au soutien direct apporté à la Commission de démobilisation et de réintégration de ce pays, 555 ex-combattants des Forces démocratiques de libération du Rwanda et leurs familles ont eu accès à des débouchés économiques et aux services sociaux par l'intermédiaire des institutions gouvernementales centrales et locales. Avec un investissement de 1,5 million de dollars, le Fonds cherche aussi à inciter d'autres groupes armés à rejoindre ceux qui ont déjà déposé les armes et entamé le processus de réintégration.

22. Ailleurs dans la région, le Fonds soutient la participation des jeunes – femmes et hommes – à la transition politique et aux processus électoraux afin de réduire la violence politique et de donner confiance dans les réformes naissantes. Au Zimbabwe, ces trois dernières années, il a soutenu l'organisation de dialogues nationaux inclusifs qui visent à accroître la confiance dans la transition politique, en mettant l'accent sur la participation des jeunes aux processus de réforme. En Ouganda, un projet de 2,48 millions de dollars exécuté par le PNUD, le FNUAP et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a aidé des jeunes femmes et des jeunes hommes à dialoguer avec des responsables culturels, des acteurs de la sécurité et des dirigeants politiques, et des messages de non-violence ont touché plus de 10 000 jeunes avant les élections de janvier 2021.



## B. Afrique de l'Est

23. En Éthiopie, la première initiative du Fonds, mise en œuvre par le PNUD, l'OIM et ONU-Femmes en partenariat avec le Ministère de la paix, favorise la gestion pacifique des conflits au moyen du dialogue intercommunautaire et de la médiation inclusive dans les États régionaux d'Oromiya et de Sumale. En collaboration avec les bureaux chargés des questions relatives aux femmes, à l'enfance et à la jeunesse, des médiatrices sont intervenues dans des forums de femmes agissant en faveur de la paix qui ont été créés par le Fonds, contribuant ainsi à désamorcer les tensions frontalières intercommunautaires entre les deux États et facilitant la réinstallation pacifique des personnes déplacées, tandis que cinq ambassadrices de la paix ont été déployées dans chaque district pour faire progresser la paix. En complément de ces efforts, les ressources octroyées par le Fonds ont servi à financer la remise en état des infrastructures sociales communes qui avaient été détruites par les violences, en vue d'encourager Oromos et Somalis à se faire confiance.

24. À Madagascar, l'approche du Fonds est centrée sur le soutien aux mesures de lutte contre la corruption, notamment l'ouverture de centres de lutte contre la corruption à Antananarivo et Mahajanga dont la mission est de renforcer les capacités et la coordination entre les institutions. Au cours de leurs deux premières années d'existence, ces mécanismes ont mis au jour 648 cas de corruption, alors que le mécanisme précédent n'en avait décelé que 165 en 10 ans. Les faits relatés par le magazine d'investigation *Trandraka*, qui bénéficie du soutien du Fonds, ont incité le Bureau de lutte contre la corruption à ouvrir trois enquêtes indépendantes, et plusieurs organismes publics ont reçu de l'aide pour mieux lutter contre la corruption. Par ailleurs, depuis son lancement en décembre 2019, un programme de radio pour la jeunesse couvrant plus de la moitié de Madagascar a donné aux jeunes la possibilité de s'exprimer sur des questions politiques, culturelles et socioéconomiques. Dans le Grand Sud de Madagascar, l'aide du Fonds est axée sur le centre régional de Betroka, où la sécurité s'est améliorée après la remise en état de cinq postes de gendarmerie, l'instauration d'un dialogue plus ouvert avec la population et l'établissement de plans de paix locaux.

25. Le Soudan du Sud a conclu son dialogue national en novembre 2020. Point d'orgue d'un processus qui a duré quatre ans, une conférence de clôture a combiné participation en présentiel et communication sur les médias sociaux. Le pourcentage de femmes ayant exercé des fonctions de direction dans le cadre du dialogue est passé de zéro à 33 %, grâce au soutien du Fonds. En complément des efforts nationaux, 80 comités de paix établis dans les comtés ont réglé 271 différends, aidant ainsi à réduire les conflits intercommunautaires, et 18 accords locaux ont permis d'atténuer les conflits liés au bétail. À Wau, le Fonds a contribué à améliorer les relations entre 42 gangs de jeunes et les dirigeants locaux, tandis qu'à Bentiu et Rubkona, huit comités chargés des relations entre la police et la population, œuvrant en partenariat avec les jeunes, ont réussi à régler 13 des 29 litiges qui avaient été enregistrés. Grâce à des investissements spécifiquement axés sur les femmes, 30 chefs, maires et représentants ministériels se sont engagés à standardiser des documents essentiels pour que les femmes aient accès à la propriété foncière, tandis que les centres d'aide juridictionnelle ont enregistré 787 cas concernant l'accès des femmes à la terre et ont apporté une aide financière à 650 pétitionnaires. Les initiatives de lutte contre la violence financées par le Fonds et mises en œuvre par le FNUAP, l'UNICEF, le PNUD et ONU-Femmes ont consisté à fournir des services de prise en charge coordonnés à plus de 8 000 personnes ayant survécu à des actes de violence sexuelle et fondée sur le genre. Les chefs coutumiers ont commencé à renvoyer les affaires devant les tribunaux.

26. Au Soudan, le Fonds a soutenu des activités qui ont renforcé l'état de droit, réduit les conflits locaux et encouragé l'adoption de solutions durables pour les déplacés. Créés avec le concours du Fonds dans les cinq États du Darfour, des comités de protection ont déjà enregistré plus de 800 affaires. Au Darfour occidental, les populations locales ont déclaré accepter davantage la participation des populations nomades à la vie locale, ce qui constitue un progrès majeur en ce sens que les jugements négatifs portés sur les nomades étaient à l'origine des conflits passés. À Golo, la population locale a commencé à faire davantage confiance au mécanisme de paix et de réconciliation du Soudan parce que des non-juristes et des volontaires de la police communautaire, formés à la médiation et au dialogue communautaire par le Centre pour la paix, la justice et la réconciliation, qui bénéficie de l'aide du Fonds, ont commencé à régler la plupart des conflits au niveau local. Les populations ciblées font état d'une réduction de 86 % de la violence intercommunautaire depuis la réactivation de 14 mécanismes communautaires de règlement des conflits bénéficiant du soutien du Fonds.

### C. Afrique de l'Ouest

27. L'approche du Fonds dans la région du Sahel est conçue pour rendre l'action du système des Nations Unies plus cohérente et la faire coïncider avec la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et le Plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel, une initiative dirigée par le Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel qui a été récemment nommé. Les ressources du Fonds servent à financer l'opérationnalisation des trois priorités retenues dans la stratégie intégrée : la promotion de la coopération transfrontalière, la prévention et le règlement des conflits et le renforcement de la capacité des femmes et des jeunes de promouvoir la paix et le développement équitable, éléments essentiels si l'on veut atteindre les objectifs de développement durable.

28. Au Burkina Faso, le Fonds soutient des mesures de confiance entre les différentes communautés, les forces de sécurité et les forces de défense afin d'améliorer les relations entre l'État et la société et de forger des partenariats visant à freiner la radicalisation et à réduire le nombre de conflits liés à la transhumance. À ce titre, 1 791 civils ont reçu des soins de santé gratuits dans les centres de santé militaires, tandis que 15 comités de coordination de la sécurité communautaire ont facilité la participation des citoyens à la gestion de la sécurité locale. Un programme d'éducation et d'apprentissage novateur qui a bénéficié à plus d'un millier de filles et de garçons inscrits dans des centres de formation coraniques de la région du Nord a contribué à réduire le risque de recrutement par des groupes armés. Les systèmes d'alerte rapide soutenus par le Fonds, comme l'Observatoire national pour la prévention et la gestion des conflits, et un outil de suivi de la transhumance réduisent encore le risque de conflits communautaires. Collectivement, l'action menée a contribué à renforcer la cohésion sociale, les personnes déplacées et les communautés d'accueil faisant état de meilleures relations dans la région du Centre-Nord.

29. Au Niger, l'approche globale du Fonds visant à atténuer la violence communautaire et le risque de radicalisation a commencé à porter ses fruits et a consisté à étoffer les qualifications des jeunes de sorte qu'ils aient plus de débouchés. Dans les régions de Tahoua, Tillabéri et Zinder, le Fonds a financé la construction ou la reconstruction de 29 centres citoyens, où 175 jeunes, agissant en tant que conseillers municipaux juniors, ont organisé une série de dialogues entre les générations. Au total, 238 anciens membres de Boko Haram ont été réintégrés dans 18 localités d'accueil. Pour contrer le risque de radicalisation, les chefs religieux des trois régions ont mis au point des messages de consolidation de la paix fondés sur la foi, tandis que 1 160 élèves ont été formés aux questions de paix et de sécurité dans

des écoles islamiques. La participation citoyenne des jeunes a été étayée par une plateforme électronique et la création de 60 espaces sûrs à Tillabéri, grâce auxquels les jeunes ont lancé 30 plans d'action pour la paix dans les communes locales. D'autres aspects du soutien du Fonds sont axés sur le règlement des différends relatifs à la gestion des ressources naturelles et sur le renforcement du rôle que jouent les femmes dans la médiation. Créées avec le soutien du Fonds, 60 commissions foncières ont révisé la législation locale et les dispositions réglementaires relatives à l'accès aux terres en zones rurales et à l'utilisation qui en est faite, tandis qu'un réseau de femmes médiatrices ayant bénéficié d'une formation a réglé 85 litiges entre éleveurs et agriculteurs dans les régions de Dosso et de Maradi.

30. Pendant la période qui a précédé la fermeture, le 31 décembre 2020, du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, le Fonds a épaulé une approche multisectorielle visant à renforcer les principales institutions nationales et à faciliter la transition. Malgré la crise politique qui a éclaté à l'issue du second tour de l'élection présidentielle, en décembre 2019, l'action menée en faveur de la réforme constitutionnelle et le dialogue engagé entre les partis par l'intermédiaire du groupe de bons offices de l'Assemblée populaire nationale ont gagné en force. L'Assemblée a révisé le code de procédure pénale et les codes pénal et civil pour mieux y intégrer les questions de genre ; ces textes seront envoyés au parlement pour débat et adoption. Pour équilibrer le soutien apporté aux institutions de l'État, les organisations de la société civile ont lancé un programme commun pour la paix et le développement et créé des comités locaux chargés de promouvoir la stabilité. Au niveau local, les organisations de femmes et de jeunes ont mis en place des mesures de confiance intercommunautaire par l'intermédiaire de mécanismes de microfinancement bénéficiant du concours du Fonds, qui ont notamment pris la forme d'un fonds d'indemnisation des familles qui avaient cédé leurs terres pour mettre fin à un différend existant de longue date et concernant les limites de plusieurs villages.

31. En Guinée, l'aide apportée par le Fonds en 2020 visait à atténuer les tensions et la violence liées au référendum et aux élections législatives et présidentielle, qui faisaient l'objet de contestations. Plus de 100 dialogues communautaires qui se sont tenus à Conakry et dans d'autres zones sujettes à des tensions ont donné aux femmes et aux jeunes une tribune pour faire entendre la voix de la paix. Le financement du Fonds a aidé plus de 160 jeunes et 800 femmes à suivre une formation sur le leadership, les processus électoraux et le règlement des conflits, tandis que 500 jeunes vulnérables ont bénéficié de projets leur permettant de gagner rapidement leur vie et ainsi de renoncer à la violence. Pour mieux comprendre la dynamique de la violence électorale, des dirigeants locaux, des chauffeurs de taxi, des représentants des forces de sécurité et des membres des partis politiques ont participé à plus de 35 groupes de discussion. L'action concertée du Fonds s'est traduite par une baisse de la violence électorale, y compris dans les zones à haut risque. Au-delà de l'atténuation de la violence électorale, le Fonds a facilité la création de 19 conseils de paix locaux dans des localités exposées au risque de conflit, permettant aux jeunes de dialoguer avec des représentants locaux et de participer aux mécanismes de planification locale. Dans la région frontalière instable de Guinée forestière, le soutien apporté par le Fonds à l'Agence de coopération et de recherche pour le développement, organisation de la société civile, a permis de former 199 acteurs locaux aux mesures d'alerte rapide et de prévention des conflits afin de réduire les tensions liées à la terre et à l'évolution des pratiques traditionnelles.

32. Le Fonds a également investi dans la prévention des conflits et dans des mesures d'atténuation dans le cadre de l'action menée en faveur de la protection des droits humains et de la réconciliation socioéconomique, facilitant ainsi la tenue d'élections largement pacifiques au Libéria en décembre 2020. Grâce au soutien du Fonds, 42 dialogues locaux menés dans l'ensemble du Libéria ont incité diverses parties

prenantes à s'associer à l'élaboration de plans d'action pour la réconciliation au niveau des comtés et ont suscité une plus grande adhésion aux mécanismes de réconciliation au niveau local. À l'issue d'une conférence de réconciliation nationale tenue en décembre 2020, le Président et les dirigeants politiques nationaux ont approuvé sept plans de réconciliation et se sont engagés à organiser une conférence de réconciliation nationale au début de 2021 et à y associer la diaspora libérienne. Pour promouvoir les droits humains, le Fonds a contribué à la mise en place d'un groupe chargé de la justice transitionnelle au sein de la Commission nationale indépendante des droits humains et soutenu la présentation par la Commission d'un rapport parallèle sur l'Examen périodique universel.

33. En Sierra Leone, dans le cadre d'un projet mené par le PNUD et le PAM, l'aide du Fonds a servi à encourager une gouvernance foncière plus inclusive, en particulier dans les zones de concession. Le Fonds a apporté son concours à deux plateformes de dialogue multipartite au niveau des districts, qui ont donné aux autorités nationales et locales, à la population, aux dirigeants et aux entreprises privées un espace de discussion sur l'utilisation des terres par les sociétés concessionnaires. Les plateformes sont adossées à des comités de règlement des plaintes, qui font partie des structures administratives locales et dont la mission est de régler les différends. Au niveau national, le Fonds a aidé à renforcer la coordination de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, de même que la coordination entre l'administration centrale et les administrations locales d'une part et les populations de l'autre en ce qui concerne les industries extractives.

34. En Gambie, la Commission vérité, réconciliation et réparations, qui a bénéficié de l'aide du Fonds, a enregistré 1 482 déclarations et tenu 17 audiences publiques au cours desquelles 277 personnes – auteurs de violations, victimes et membres de la diaspora – ont apporté leur témoignage. Une enquête réalisée en milieu d'année a montré que la plupart des Gambiens considéraient la Commission comme indépendante et voyaient d'un bon œil son approche centrée sur les victimes. Par l'intermédiaire du groupe Réconciliation de la Commission, l'action menée en faveur de la réconciliation au niveau local a bénéficié aux populations touchées par le conflit sous le régime précédent. Le Fonds a renforcé la participation des jeunes et des femmes à la prise de décision et à la gouvernance, apportant son concours à 188 représentants des jeunes et des femmes dans les comités de développement des villages et des quartiers pour les aider à bien représenter leurs mandants.

35. Une intensification des tensions et une accentuation des clivages politiques ont marqué l'élection présidentielle qui s'est déroulée en Côte d'Ivoire en octobre 2020. Pour réduire le risque de violence, six plateformes de consultation entre les partis, établies avec le soutien du Fonds, ont réuni les membres des partis et les dirigeants locaux et servi à lancer des campagnes de sensibilisation à l'importance que revêtait la tenue d'élections pacifiques. En outre, le Fonds a financé des plateformes de communication qui ont servi à former 150 jeunes blogueurs venus prêter main-forte à 300 jeunes qui s'étaient mobilisés pour contrer les discours de haine par la voie des médias traditionnels et des médias sociaux. Au niveau local, les comités de paix ont aidé à mettre un terme à 18 différends liés à l'exploitation de forêts protégées, lancé 17 projets d'infrastructures locales et délimité des forêts communautaires sacrées. Dans les régions Centre, Nord et Ouest, 16 projets d'infrastructures locales ont rassemblé plus de 4 500 membres de communautés qui étaient auparavant en conflit les unes avec les autres.

36. En Mauritanie, admise à bénéficier de l'aide du Fonds en 2020, le Fonds a fait porter son aide sur l'amélioration des relations entre les populations d'accueil et les réfugiés maliens, car la désertification a accru la pression sur les ressources naturelles rares et attisé les tensions entre les groupes. Les projets financés par le Fonds ont été

menés avec le concours des populations d'accueil et des résidents des camps de réfugiés : ils ont favorisé la gestion conjointe des ressources naturelles, l'amélioration des moyens de subsistance agricoles et le développement et l'éducation des enfants et ont débouché sur l'établissement par les deux parties de plans de développement économique locaux. Les nouveaux investissements seront axés sur la prévention de l'extrémisme violent, ainsi que sur l'atténuation des tensions et la réduction du nombre de conflits intercommunautaires et intracommunautaires liés à la transhumance et aux ressources naturelles.

37. Au Togo, le Fonds a continué de financer des activités visant à donner les moyens à la population d'apaiser les tensions au niveau local. Des comités de paix locaux ont ainsi trouvé une issue à deux différends et 36 médiatrices ont aidé à régler des litiges touchant plus de 120 personnes. Les forces de sécurité et les dirigeants locaux ont établi un ensemble de recommandations communes en matière de sécurité dans le cadre de trois réunions régionales soutenues par le Fonds, ce qui constitue une étape importante pour le renforcement de la confiance.

38. Dans le cadre d'un projet de 1,5 million de dollars exécuté au Mali par l'UNICEF et la FAO, 200 enfants ont été libérés par des groupes armés ; ils seront réinsérés dans leur communauté d'origine, bénéficiant pour ce faire d'une prise en charge psychosociale et médicale et de services de regroupement familial. Le Fonds a financé des projets qui visent à prévenir le recrutement de jeunes dans des groupes armés : ces projets ont touché 5 860 jeunes, qui ont été formés aux mesures de protection de l'enfance et sensibilisés aux risques de recrutement. Les campagnes de sensibilisation du public visant à promouvoir la cohésion sociale et à mieux faire connaître les conflits liés au climat ont touché environ 110 000 personnes. Elles ont étayé l'action menée par les mécanismes de prévention des conflits mis en place par le Fonds à Gao, Ménaka, Mopti, Ségou et Tombouctou, grâce auxquels des jeunes et des femmes en situation de risque ont contribué à trouver une issue à 325 conflits.

## **D. Asie et Pacifique**

39. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Fonds et l'attaché de liaison politique du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix ont facilité la première réunion officielle entre le gouvernement de Bougainville et le gouvernement national, organisée comme suite au référendum de 2019 sur le statut politique de la région autonome de Bougainville. Pour élargir la portée de l'accord de paix, le Fonds a soutenu six missions à Bougainville Sud afin d'encourager les factions armées qui ne participent pas au processus de paix à s'asseoir à la table des négociations. Conscient qu'il fallait que la Chambre des représentants de Bougainville nouvellement élue prenne ses décisions de manière inclusive, le Fonds a apporté son concours au Forum des jeunes de Bougainville en finançant une plateforme qui permet à 29 jeunes leaders de faire part de leurs priorités et préoccupations en matière de développement aux représentants. Dans les provinces d'Hela et des Southern Highlands, le concours apporté par le Fonds a aidé les femmes à intensifier l'action qu'elles mènent pour régler les conflits locaux ; elles ont ainsi pu participer officiellement à 15 % des négociations dans les zones ciblées. Des plans de paix et de développement communautaire mis en œuvre dans cinq villages des Highlands ont facilité le dialogue communautaire et la prise de décision conjointe, renforçant ainsi la planification communautaire inclusive. Comme suite au succès remporté par l'initiative régionale, le Fonds a approuvé un programme global visant à soutenir les Highlands et à faciliter une initiative plus large menée par l'intermédiaire du Programme commun ONU-Highlands pour la paix et le développement.

40. Aux Îles Salomon, le Fonds a continué d'agir en faveur de la réduction des conflits en investissant dans des mécanismes décisionnels plus inclusifs. Pour trouver des solutions aux problèmes sociaux et aux problèmes de développement aux niveaux local et provincial, les jeunes de 20 zones où des tensions se produisent fréquemment ont créé des groupes de travail dans le cadre desquels les populations rurales isolées ont commencé à surveiller les risques de violence, en coopération avec les autorités locales et les partenaires de développement. Dans le Malaita du Nord et dans la région du Weathercoast, les groupes de travail ont réussi à régler un différend foncier, ouvrant ainsi la voie au règlement de différends ethnopolitiques qui opposent les deux provinces depuis longtemps. Le Fonds a soutenu des consultations sur un projet de loi relatif à la gouvernance traditionnelle et à la facilitation douanière dans cinq provinces. Les consultations ont débouché sur la formulation de plus de 50 recommandations concernant le projet de loi final par des participants dont les points de vue sur les questions de gouvernance traditionnelle avaient été historiquement négligés.

41. Quatre ans après son lancement à Sri Lanka en 2016, le plan des priorités de consolidation de la paix a été mené à terme en 2020 ; il aura coûté près de 18 millions de dollars. Le plan était axé sur quatre priorités : la justice transitionnelle, la réconciliation, la bonne gouvernance et des solutions durables pour les déplacés. Parmi les résultats obtenus figure la mise en place de mécanismes clés de justice transitionnelle, comme le Bureau des personnes portées disparues, le Bureau des réparations et un système de gestion des plaintes émanant du public au sein de la Commission de la police nationale, créé en 2020. Ces mécanismes visaient à renforcer la confiance de la population dans les institutions gouvernementales et à répondre à des doléances existant de longue date. Le Fonds ne s'est pas contenté d'investir dans la justice transitionnelle et a aussi financé des initiatives axées sur les femmes et sur les jeunes. Un projet exécuté par le FNUAP, ONU-Femmes et les Volontaires des Nations Unies a facilité la création à la fin de 2019 d'un groupe de 30 jeunes œuvrant pour la paix. Le groupe donne aux jeunes les moyens de plaider collectivement en faveur de changements, comme l'instauration d'un quota de représentation des jeunes dans les mécanismes de gouvernance, l'adoption d'une politique visant à lutter contre la désinformation et les discours de haine propagés sur les médias sociaux et l'adoption de modules de cohésion sociale dans les programmes scolaires. En parallèle, une initiative pilote de l'organisation Search for Common Ground, qui met en relation des jeunes femmes de diverses origines pour qu'elles apprennent ensemble et développent leur réseau relationnel, a offert à certaines participantes leur toute première occasion d'abattre les barrières sociales et d'avoir des échanges avec des personnes appartenant à d'autres groupes ethniques, religieux ou linguistiques.

42. Au Myanmar, deux initiatives soutenues par le Fonds et mises en œuvre par des organisations de la société civile ont permis, dans le cadre de partenariats interconfessionnels et de partenariats locaux, d'instaurer la confiance entre différents groupes ethniques et religieux. Un projet mis en œuvre par Vision du monde International a aidé plus de 50 chefs religieux et chefs locaux à devenir des moteurs de la cohésion sociale interconfessionnelle. Grâce à ce projet, de jeunes animateurs de collectivité ont établi des plans d'action interculturels et touché 60 autres jeunes dans le cadre d'un dialogue entre différents groupes. En complément, Christian Aid Ireland a mis en place un programme d'éducation pour la paix dans des institutions religieuses bouddhistes et islamiques, qui a touché plus de 650 jeunes, et créé la première application en langue locale pour surveiller et contrer les contenus incendiaires et les discours de haine en ligne.



## E. Europe et Asie centrale

43. Au Kirghizistan, le deuxième plan des priorités de consolidation de la paix, qui était axé sur les capacités institutionnelles à réunir aux niveaux national et local pour prévenir l'extrémisme violent, améliorer le système pénitentiaire afin de réduire le risque de radicalisation et aider la population locale à devenir plus résiliente face à la radicalisation, a pris fin en 2020. Grâce au soutien du Fonds, un service national de probation a été créé pour réhabiliter les personnes condamnées et les faire bénéficier de peines de substitution à l'incarcération afin de réduire l'exposition aux idéologies radicales qui fleurissent en prison. En outre, le Fonds a financé un centre d'appel propre à l'administration pénitentiaire qui a permis à plus de 4 600 détenus et à leurs familles de bénéficier de services consultatifs. En partenariat avec le Ministère de l'éducation et des sciences, les établissements d'enseignement primaire et secondaire, les madrassas et les écoles professionnelles, le Fonds a facilité l'adoption d'une politique ministérielle visant à mieux intégrer les questions relatives à la religion, à la culture et au genre dans les manuels scolaires de façon à promouvoir la non-discrimination et à réduire les frictions. Au total, 40 manuels sont en cours de révision. Les initiatives de la société civile soutenues par le Fonds ont favorisé l'établissement de bonnes relations entre les jeunes, les autorités locales, la population et les communautés ethniques afin de promouvoir la cohésion sociale et de réduire le risque de radicalisation. Search for Common Ground, par exemple, fait état d'une diminution de 9 % de la criminalité juvénile dans les communautés cibles, d'une amélioration générale des échanges entre les jeunes et les autorités locales et d'un renforcement du sentiment d'autonomisation. Dans le cadre d'une initiative mise en œuvre par Saferworld, en 2020, les jeunes ont établi le premier rapport national dirigé par eux-mêmes au Kirghizistan, y décrivant l'idée qu'ils se font des progrès du Gouvernement pour ce qui est de l'objectif de développement durable n° 16.

44. Le Fonds a approuvé son premier investissement en Ouzbékistan en 2020. Le projet, exécuté par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le PNUD et l'UNESCO, vise à faire en sorte que les jeunes et leurs préoccupations soient entendus dans le cadre de la réforme axée sur la lutte contre la corruption qui est en cours. La première étape a pris la forme d'une conférence nationale au cours de laquelle 120 décideurs politiques et représentants d'universités se sont penchés sur la corruption dans l'enseignement supérieur. Depuis, les syndicats de jeunes d'Andizhan, de Fergana et de Namangan ont créé trois centres d'aide juridictionnelle, avec le concours du Fonds.

45. En Bosnie-Herzégovine, les jeunes et les autorités locales ont créé des plateformes de dialogue dans 27 communes et pris des mesures pour améliorer la cohésion sociale et renforcer la confiance entre la population et les autorités municipales dans le cadre du projet Dialogue pour l'avenir subventionné par le Fonds. Exécuté par l'UNICEF, le PNUD et l'UNESCO, le projet a permis aux autorités locales de toucher des populations traditionnellement marginalisées, telles que les jeunes Roms et les personnes handicapées. Grâce à cette initiative, une association de femmes policières de la Republika Srpska a aidé la police à mieux comprendre la communauté rom, tandis qu'à Sarajevo-Est et Gorazde, des microsubventions ont contribué à améliorer l'accès des personnes malentendantes aux services municipaux. Le projet a servi à financer une campagne radiophonique nationale sur l'égalité des sexes, qui a permis de mobiliser le public en faveur de l'augmentation par voie législative du nombre de postes réservés aux femmes dans les partis politiques et dans les conseils d'administration des entreprises publiques.

46. Plus largement, dans les Balkans occidentaux, le Fonds a concentré ses investissements sur la participation politique des jeunes appartenant à différents groupes ethniques et différentes entités politiques. Il a ainsi facilité un partenariat



entre l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP et l'Office régional de coopération pour la jeunesse visant à stimuler un programme de microfinancement. Dans le cadre de cette initiative, des organisations de la société civile ont conçu un cours en ligne sur l'apprentissage interculturel en albanais, macédonien et serbe. Le projet Dialogue pour l'avenir a été élargi à plusieurs pays et plus de 6 100 jeunes de Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de Serbie ont uni leurs voix pour faire part aux autorités locales et nationales de leur aspiration collective à un avenir pacifique.

## **F. Amérique latine et Caraïbes**

47. Dans le triangle nord de l'Amérique centrale, le Fonds a soutenu une approche globale visant à endiguer les déplacements forcés et les migrations irrégulières. En 2020, 275 jeunes ont bénéficié d'une formation à l'emploi et de services d'orientation, ce qui a réduit le risque de migration irrégulière, tandis qu'un réseau d'organisations de la société civile intervenant dans l'ensemble du Guatemala a fourni des services d'avocat et une assistance humanitaire à 89 709 migrants et demandeurs d'asile déjà en transit. Le Fonds a contribué à la mise en place d'un mécanisme interinstitutions visant à améliorer la détection des réseaux de traite des êtres humains et à renforcer les enquêtes et les poursuites pénales dont ces réseaux font l'objet, tandis qu'un projet trinational mené par l'OIM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le PNUD en El Salvador, au Guatemala et au Honduras a permis de mieux coordonner les mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire la violence associée aux déplacements forcés et aux migrations irrégulières.

48. Pour faciliter la transition des migrants retournant en El Salvador, l'OIM, le PNUD et le PAM se sont servi des sommes débloquées par le Fonds pour venir en aide à plus de 700 rapatriés, sous forme d'une assistance immédiate, de services de prise en charge psychosociale et d'une certification des qualifications professionnelles. Le travail mené auprès de la police nationale et des autorités frontalières visait à garantir que leurs actions, leurs infrastructures et leurs politiques étaient conformes aux normes relatives aux droits humains et prenaient en considération les questions de genre. Pour lutter contre les niveaux élevés de violence qui entraînent des déplacements forcés et des migrations irrégulières, le Fonds a financé la mise en place du premier arrêt de bus sûr et inclusif de la capitale, conçu avec la participation des utilisatrices des transports en commun, et reproduira l'expérience ailleurs en 2021. Des activités de formation et des campagnes de sensibilisation seront menées auprès du public pour que la violence à l'égard des femmes ne soit plus cautionnée sur le plan culturel.

49. Au Honduras, le Fonds a financé des projets qui ont fait progresser le dialogue politique à l'issue des élections de 2017, celles-ci ayant fait l'objet de contestations. Approuvé en 2018, le projet de dialogue national de 1,7 million de dollars a permis de dégager un consensus sur 166 questions techniques, qui a inspiré les réformes électorales adoptées en 2019. Il a été révisé en 2020 pour renforcer les capacités nationales de prévention des conflits au moyen des organes électoraux issus des réformes de 2019. Le projet a aidé la Commission nationale des droits humains du Honduras et le Ministère des droits humains à mieux prendre en considération les questions de genre et les droits humains dans le cadre de la collecte de données. Dans le contexte de ce projet, le cabinet du Secrétaire d'État aux droits humains a créé des groupes de travail rassemblant des acteurs gouvernementaux et des acteurs de la société civile, qui ont élaboré des protocoles de protection des droits humains, notamment des droits des femmes.

50. Une évaluation indépendante a permis de déterminer que les projets financés par le Fonds au Guatemala entre 2017 et 2020 avaient contribué à réduire l'impunité,

à renforcer l'appareil judiciaire et à freiner l'expropriation des terres et l'expulsion des communautés autochtones de leurs terres ancestrales. Au Guatemala, l'aide du Fonds a porté sur le renforcement des droits des femmes – en particulier des femmes autochtones – et sur l'accès des femmes à la vérité, à la justice et aux réparations. À la suite de l'affaire Sepur Zarco, qui a fait date, le Fonds a aidé les grands-mères de Sepur Zarco à faire valoir leurs droits à la terre et, en partenariat avec le Médiateur pour les droits humains, à mettre en place parmi la population un dispositif d'alerte rapide visant à détecter les violences sexuelles, à améliorer la sécurité alimentaire et à générer des revenus. Compte tenu du succès obtenu précédemment avec les affaires emblématiques traitées par l'appareil judiciaire, huit nouveaux cas de violations des droits pendant le conflit armé interne ont été portés devant les tribunaux, et les témoins ont bénéficié de l'aide d'avocats et d'un soutien psychosocial. Le soutien institutionnel apporté au Parquet et à l'appareil judiciaire a permis de prononcer, dans le respect des normes internationales, 72 condamnations en première instance pour violence à l'égard des femmes. Les jeunes Guatémaltèques ont commencé à se pencher sur les séquelles du passé dans le cadre d'initiatives soutenues par le Fonds, comme l'initiative « La génération de la mémoire », dans le contexte de laquelle près d'un millier de jeunes gens ont contribué à une étude qui permettra d'avoir une idée du point de vue des jeunes à l'égard de la mémoire historique et d'une culture de la paix.

51. En Bolivie, à l'approche des élections d'octobre 2020, le Fonds a approuvé son tout premier projet dans ce pays, un projet de 3 millions de dollars exécuté par le PNUD, le HCDH et ONU-Femmes et visant à promouvoir le dialogue et les droits humains. Cette action a été menée par l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour la Bolivie, qui a collaboré étroitement avec la Conférence épiscopale de Bolivie et l'Union européenne. Dans le cadre du projet, 200 dialogues visant à remédier aux clivages politiques ont été organisés en coopération avec le Tribunal électoral suprême et ses neuf tribunaux départementaux avant les élections, et une aide a été apportée aux organisations de la société civile pour qu'elles surveillent la situation des droits humains avant et pendant les élections dans tout le pays.

52. En Colombie, la Commission vérité, établie avec le soutien du Fonds, a commencé à rédiger son rapport final en 2020 après avoir recueilli les témoignages de plus de 2 400 victimes, dont 300 victimes autochtones qui ont décrit en détail les violences subies par leurs communautés. Le rapport final présentera les causes profondes et immédiates du conflit, aidant ainsi à dresser un bilan plus juste et plus complet du passé. Grâce à des initiatives mises en œuvre par des organisations locales de femmes, quatre rapports sur les violences sexuelles et les disparitions forcées ont été présentés aux services chargés de la justice transitionnelle. En outre, les engagements en matière de genre qui ont été pris dans l'Accord final concernant la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable seront suivis par 529 femmes qui ont bénéficié d'une formation dispensée dans le cadre d'un projet porté par ONU-Femmes et le HCDH. Conscients du lien existant entre le développement équitable et la paix, les victimes, les ex-combattants et les agriculteurs ont amélioré leurs conditions économiques et sociales au moyen d'un projet dans le cadre duquel le secteur privé versait 7 dollars pour chaque dollar investi par le Fonds, argent qui a ensuite été octroyé sous forme d'un crédit à 3 000 agriculteurs et entrepreneurs dans le sud du pays. En 2021, une nouvelle ligne de crédit bénéficiant du concours technique du Programme des Nations Unies pour l'environnement aidera plus de 2 800 petits agriculteurs se trouvant dans des localités touchées par le conflit à mettre en œuvre des mesures d'atténuation des changements climatiques.

53. Soucieuses de renforcer la résilience face aux risques de violence, 450 femmes de la région frontalière entre la Colombie et l'Équateur ont contribué à l'élaboration de stratégies locales de prévention de la violence fondée sur le genre et de promotion d'une masculinité positive. Grâce à cette initiative, les autorités locales de Nariño, en

Colombie, ont intégré des indicateurs tenant compte des questions de genre et des questions concernant les enfants dans leur plan de développement pour 2021-2023, tandis que d'autres localités et des groupes autochtones se sont engagés à promouvoir une culture de paix, des mesures de protection des enfants et la prévention de la violence fondée sur le genre dans leurs plans de développement.

54. En Haïti, le Fonds a fait porter son aide sur la cohésion sociale, l'accès à la justice et la réduction des armements, le tout au profit des jeunes. Dans la ville de Jérémie, la municipalité et les organismes nationaux et internationaux ont fait de trois réseaux de jeunes des partenaires essentiels de la lutte contre la violence fondée sur le genre et de la promotion d'une masculinité positive, de la participation des citoyens et de la gestion des conflits. L'opinion qu'ont les jeunes de la police s'est améliorée depuis que des comités de quartier soutenus par le Fonds ont aidé à faire régner l'ordre. En ce qui concerne la maîtrise des armements, le Fonds a facilité la création d'un espace de coordination le long de la frontière entre la République dominicaine et Haïti, dans le cadre duquel les acteurs gouvernementaux des deux pays échangent des informations et renforcent leur coopération de façon à mieux contrôler les armes à feu et les munitions dans les zones frontalières. En Haïti, il a soutenu la révision d'une loi relative à l'amélioration de la gestion des armes à feu et des munitions, première étape vers une politique nationale de maîtrise des armements.

## **G. Moyen-Orient et Afrique du Nord**

55. Répondant à l'appel lancé en faveur d'un cessez-le-feu mondial pour faciliter la réponse humanitaire face à la pandémie de COVID-19, le Fonds a soutenu la création d'une alliance de jeunes femmes et de jeunes hommes au Yémen et le renforcement de la participation des jeunes dans les négociations de paix de type 1. Le Fonds a axé son intervention sur une enquête nationale auprès des jeunes et sur la très populaire campagne « Enough War » menée sur les médias sociaux et privilégié une approche dans laquelle le point de vue et les aspirations des jeunes seraient pris en considération dans un éventuel accord de paix.

56. En Libye, un projet axé sur les jeunes et exécuté à Syrte par le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et le PAM a été lancé en janvier 2020 dans le contexte du conflit qui déchire la ville. Dans le cadre de ce projet, des partenaires remettent en état un centre de jeunes et aident des jeunes – femmes et hommes – à renforcer leur résilience et leurs capacités de consolidation de la paix.

57. Au Liban, le projet « Dealing with the Past: Memory for the Future » a contribué à atténuer les tensions communautaires qui avaient été exacerbées par l'aggravation de la crise socioéconomique, les explosions qui s'étaient produites dans le port de Beyrouth en août 2020 et la pandémie de COVID-19. Il est allé dans le sens des appels qui étaient lancés en faveur de la tenue d'un débat public sur l'établissement d'un nouveau contrat social. Le Fonds a montré qu'il pouvait répondre sans tarder aux besoins urgents puisqu'une prise en charge psychosociale a été proposée rapidement, dans le cadre du projet, aux femmes et aux enfants touchés par les explosions, ainsi qu'aux familles des personnes disparues ou portées disparues à cause de la guerre.

Tableau 2  
**Résultats d'ensemble du Fonds pour la consolidation de la paix (2019-2020)**

| <i>Domaines prioritaires</i>             | <i>Nombre de projets</i> | <i>Pourcentage de projets pour lesquels l'obtention de résultats est en bonne voie</i> | <i>Pourcentage de projets pour lesquels l'obtention de résultats est en bonne voie et pour lesquels des éléments montrent qu'ils contribuent à la consolidation de la paix</i> |
|--|--------------------------|--|--|
| <b>Domaine prioritaire 1<sup>a</sup></b> |                          |  |  |
| 2020                                     | 31                       | 68   | 19   |
| 2019                                     | 35                       | 89   | 26   |
| <b>Domaine prioritaire 2<sup>b</sup></b> |                          |  |  |
| 2020                                     | 160                      | 76   | 23   |
| 2019                                     | 120                      | 80   | 32   |
| <b>Domaine prioritaire 3<sup>c</sup></b> |                          |  |  |
| 2020                                     | 13                       | 92   | 13   |
| 2019                                     | 11                       | 91   | 36   |
| <b>Domaine prioritaire 4<sup>d</sup></b> |                          |  |  |
| 2020                                     | 17                       | 71   | 20   |
| 2019                                     | 20                       | 95   | 15   |
| <b>Total pour 2020</b>                   | <b>221</b>               | <b>75</b>  | <b>19</b>  |
| <b>Total pour 2019</b>                   | <b>186</b>               | <b>84</b>  | <b>29</b>  |

Source : Évaluations de projets menées par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, rapports périodiques et évaluations nationales indépendantes.

<sup>a</sup> Réforme du secteur de la sécurité, état de droit, désarmement, démobilisation et réintégration, et dialogue politique.

<sup>b</sup> Réconciliation, gouvernance démocratique, et prévention et gestion des conflits.

<sup>c</sup> Emploi et accès équitable aux services sociaux.

<sup>d</sup> Capacités de l'État, élargissement de l'autorité de l'État et gestion des ressources consacrées à la consolidation de la paix.

## IV. Contrôle et gestion du Fonds pour la consolidation de la paix

### A. Groupe consultatif

58. Le mandat de deux ans du cinquième Groupe consultatif a pris fin au début de 2020. Dans son rapport final, le Groupe a invité les États Membres à s'attacher à ce que le Fonds dispose de ressources plus prévisibles et formulé des recommandations pour que le Fonds renforce son contrôle étant donné qu'il a beaucoup augmenté ses investissements dans le cadre du plan stratégique pour 2017-2019.

59. Les membres du sixième Groupe consultatif ont pris leurs fonctions en mars 2020 et, en raison des restrictions liées à la crise sanitaire, ils ont tenu leurs deux premières réunions virtuellement, une première pour cet organe. À la première réunion, les membres ont décidé de se concentrer sur trois priorités stratégiques : l'obtention d'un financement plus prévisible et plus adéquat pour le Fonds pour la consolidation de la paix, l'obtention d'une plus grande cohérence dans le système des Nations Unies, et la collecte d'éléments montrant de manière plus manifeste les effets qu'a le Fonds. Le Groupe consultatif a créé trois groupes de travail, qui ont commencé à se réunir en ligne pour faire progresser les priorités. Je suis reconnaissant au Groupe

pour ses précieux conseils et pour l'action qu'il mène en faveur du Fonds, notamment pour son soutien à l'organisation à un niveau élevé de la conférence de reconstitution des ressources.

## **B. Budget et personnel**

60. En 2020, les dépenses consacrées au secrétariat du Fonds se sont élevées à 1 907 868,96 dollars, en baisse par rapport au montant de 2 175 434 enregistré en 2019, le budget opérationnel continuant d'être financé au moyen d'un prélèvement opéré sur les contributions des donateurs. Pour compenser les contraintes de personnel dues à l'imprévisibilité financière, le Fonds a élargi la liste de consultants auxquels il a recours pour la conception, le suivi et l'évaluation de ses investissements, portant le nombre de consultants de 9 à 20. Il a continué également de faire jouer les accords conclus avec le programme des Volontaires des Nations Unies et le Programme des administrateurs et administratrices auxiliaires et de bénéficier de personnel détaché par le PNUD, ONU-Femmes et le HCDH. Ces mesures ont aidé à combler des carences graves, mais elles ne peuvent pas être appliquées de manière prolongée.

61. Compte tenu des contraintes pesant sur les ressources de l'ONU, le Fonds a continué d'appliquer de strictes mesures d'économie, notamment en imposant à tous les membres du personnel de voyager en classe économique, encore que les voyages aient été considérablement réduits depuis février 2020 du fait de la pandémie. Il a renforcé son programme de communication pour soutenir la mobilisation de ressources, en particulier en ce qui concerne les préparatifs de la conférence de reconstitution des ressources qui s'est tenue à un niveau élevé en janvier 2021.

## **C. Amélioration du suivi et de l'évaluation**

62. Les services centraux d'évaluation du Fonds ont supervisé des études d'évaluabilité au Burkina Faso, au Libéria et à Madagascar, une collecte des enseignements à retenir au Niger et une évaluation finale indépendante au Guatemala. En outre, ils ont facilité un examen stratégique de haut niveau de l'action menée par le Fonds au Kirghizistan et aidé la Gambie et Madagascar à mieux saisir les éléments démontrant que le Fonds contribuait à la consolidation de la paix, en leur apportant un soutien en matière de suivi.

63. Le Fonds a tiré parti de l'élargissement de ses activités d'évaluation pour produire des supports de connaissances visant à améliorer les résultats obtenus au profit des populations touchées par un conflit. Se fondant sur les éléments recueillis dans le cadre de 22 projets menés dans 11 pays, il a publié une étude thématique sur la justice transitionnelle en juin 2020 et établi des orientations en anglais et en français en septembre 2020 sur la formulation des théories de changement en matière de consolidation de la paix. Pour mieux tirer les enseignements de son portefeuille de projets, il a fait réaliser sa première étude de synthèse indépendante, qui a consisté en un examen des résultats obtenus entre 2017 et 2019. Il sera procédé à des études de synthèse tous les ans pour consolider les résultats tirés des différents projets et améliorer la transparence et le respect du principe de responsabilité en ce qui concerne les décisions prises par le Fonds.

64. Nombre des améliorations apportées à la conception, au suivi et à l'évaluation tiennent à l'augmentation des effectifs du Fonds avec la première affectation de VNU au Secrétariat de l'ONU en 2019. En ce qui concerne les pays, les VNU renforcent la capacité de suivi et d'évaluation en se déployant dans cinq pays admis au bénéfice de l'aide du Fonds. Fort de l'élargissement de ce partenariat fructueux, le Fonds dispose

---

en 2021 de moyens accrus pour ce qui est de la conception, du suivi et de l'évaluation et pourra ainsi réunir des éléments montrant les effets de ses interventions.

## V. Conclusion

65. La pandémie a considérablement aggravé les vulnérabilités socioéconomiques, creusé les inégalités et exacerbé les risques de conflits violents et de tensions et s'est soldée par une augmentation des demandes adressées au Fonds. La crise a montré à quel point il importait de renforcer la résilience non seulement des institutions nationales et des populations locales, mais aussi des opérations du Fonds. La rapidité avec laquelle le Fonds a réagi aux nouveaux problèmes sociaux et à l'insécurité causés par la crise sanitaire, ainsi qu'aux conséquences involontaires des mesures prises pour lutter contre la pandémie, y compris celles tenant aux restrictions qui ont été imposées, de même que son aptitude à continuer d'apporter son soutien, d'apprendre et de rendre compte de son action montrent bien qu'il est capable de s'adapter et qu'il constitue un partenaire fiable apte à animer des processus de paix équitables et inclusifs et à agir en faveur du développement durable, même en pleine crise.

66. Pour qu'il puisse continuer de remplir sa fonction essentielle, le Fonds a besoin d'un financement suffisant et prévisible, qui soit en adéquation avec les bonnes pratiques en matière de financement de la consolidation de la paix que les États Membres mettent en place et qui lui permette de répondre à l'augmentation de la demande. Les États Membres auront l'occasion, à la réunion de haut niveau sur le financement de la consolidation de la paix, qui se tiendra pendant la soixante-seizième session de l'Assemblée générale, de réaffirmer leur confiance dans le Fonds et de donner à leurs engagements une tournure concrète qui aidera véritablement l'ONU et ses partenaires à contribuer efficacement à un meilleur relèvement et à une paix durable.

---